



Dépêche No. 845 | 4 septembre 2024

Pollution et gouvernance environnementale : Les Mauritaniens insatisfaits des actions gouvernementales

Dépêche No. 845 d'Afrobarometer | **Abdoul Aziz Sy, Fatimetou Bahi, Mariem Mahfoudh Ahmed et Sidi Mohamed Vall Ch'Baraga**

Résumé

La Mauritanie est confrontée à des défis environnementaux significatifs. Environ 80% de son territoire est touché par la désertification, avec près de 200.000 hectares de terres dégradées chaque année entre 2000 et 2015 (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2017). L'inefficacité de la gestion des déchets solides et le relâchement du contrôle des normes environnementales entraînent le déversement de déchets industriels dans les zones résidentielles, provoquant ainsi une dégradation significative de l'environnement. A ces problèmes s'ajoute la menace de pollution de l'environnement marin due à l'exploitation pétrolière sur les côtes mauritaniennes (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2023 ; Institut International du Développement Durable, 2017).

Pour les défenseurs de la cause environnementale, les impacts combinés de ces facteurs sur les écosystèmes marins et terrestres sont préoccupants, soulignant la nécessité urgente de réformer les lois de protection de l'environnement (Coalition pour des Accords de Pêche Équitables, 2021 ; Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2019).

La Mauritanie a progressivement intégré les préoccupations environnementales actuelles dans ses politiques nationales. Initialement axée sur la préservation des ressources naturelles, la stratégie gouvernementale s'est élargie pour inclure également des aspects liés à l'environnement urbain et marin. Cette évolution a été accompagnée de mesures visant à renforcer la gouvernance environnementale, à élaborer des instruments de planification et à renforcer durablement la résilience des systèmes naturels et des moyens de subsistance des populations. Ces démarches comprennent le soutien à des activités à faible émission de carbone et favorisant une croissance économique inclusive et durable (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2017).

Cette dépêche rend compte du module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 pour explorer les expériences et les perceptions des citoyens sur la gouvernance environnementale et l'extraction des ressources naturelles.

Pour une forte majorité des Mauritaniens, la pollution de l'environnement est un problème grave dans leur communauté et rejoint l'assainissement et la gestion des déchets parmi les grands problèmes environnementaux du pays. Les sacs en plastique sont une source majeure de pollution selon les répondants.

Les Mauritaniens estiment que le gouvernement national est le premier responsable dans la lutte contre la pollution, et sont insatisfaits de ses efforts dans ce domaine.

Quant à l'exploitation des ressources naturelles qui ont lieu près de leur communauté, environ la moitié des répondants disent que les citoyens ont voix au chapitre des décisions prises, et que les communautés reçoivent une juste part des revenus. Ils ne s'entendent pas pour dire si

les avantages dépassent les coûts environnementaux. Toutefois ils sont majoritaires à déclarer que plus de réglementations environnementales sont nécessaires dans ce secteur.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Mauritanie, conduite par SISTA Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes mauritaniens en novembre 2022. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Résultats clés

- Neuf Mauritaniens sur 10 (90%) considèrent que la pollution dans leur communauté est « un peu grave » ou « très grave ».
- La pollution de l'eau, l'assainissement et l'élimination des déchets sont les trois grands problèmes environnementaux pour les Mauritaniens.
- Près des trois quarts (73%) des citoyens pensent que les sacs en plastique constituent une source majeure de pollution dans leur pays.
- La majorité (58%) des répondants disent que le gouvernement national est le premier responsable de la réduction de la pollution et de la propreté dans le pays. Environ trois sur 10 (28%) estiment que cette responsabilité incombe aux citoyens ordinaires.
- Plus de six Mauritaniens sur 10 (63%) pensent que le gouvernement ne répond pas de manière adéquate à la réduction de la pollution et à la protection de l'environnement.
- En matière d'exploitation des ressources naturelles dans leur voisinage, environ la moitié des répondants disent que les citoyens ont voix au chapitre des décisions prises (50%) et que les communautés reçoivent une juste part des revenus (47%). Ils ne s'accordent pas pour dire si les avantages dépassent les coûts environnementaux, mais sont majoritaires à réclamer plus de réglementation environnementale (58%).

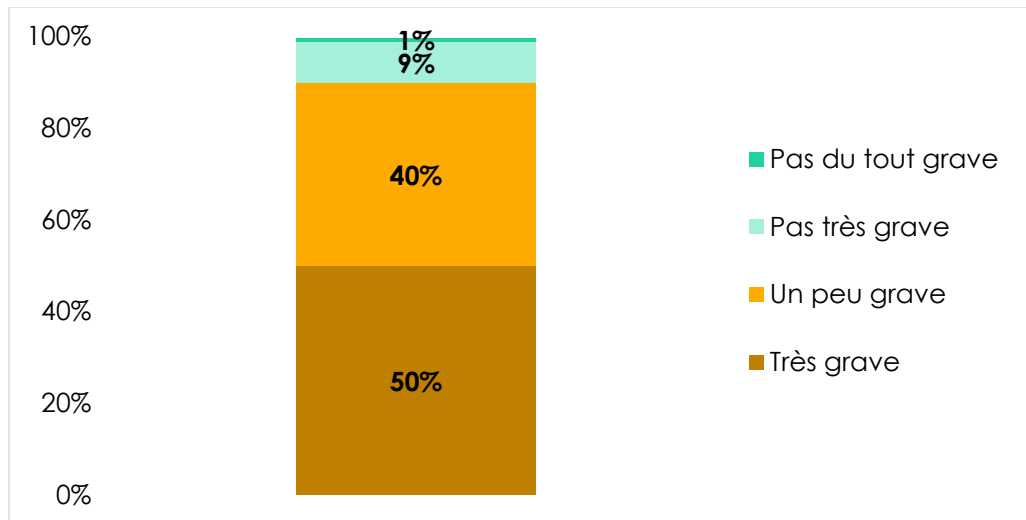
Pollution

L'écrasante majorité (90%) des Mauritaniens estiment que la pollution dans leur communauté est « très grave » (50%) ou « un peu grave » (40%) (Figure 1).

Cette préoccupation de l'ampleur de la pollution est largement répandue à travers les groupes démographiques clés, mais l'est légèrement moins chez les plus nantis (83%)¹ et les résidents ruraux (86%) (Figure 2).

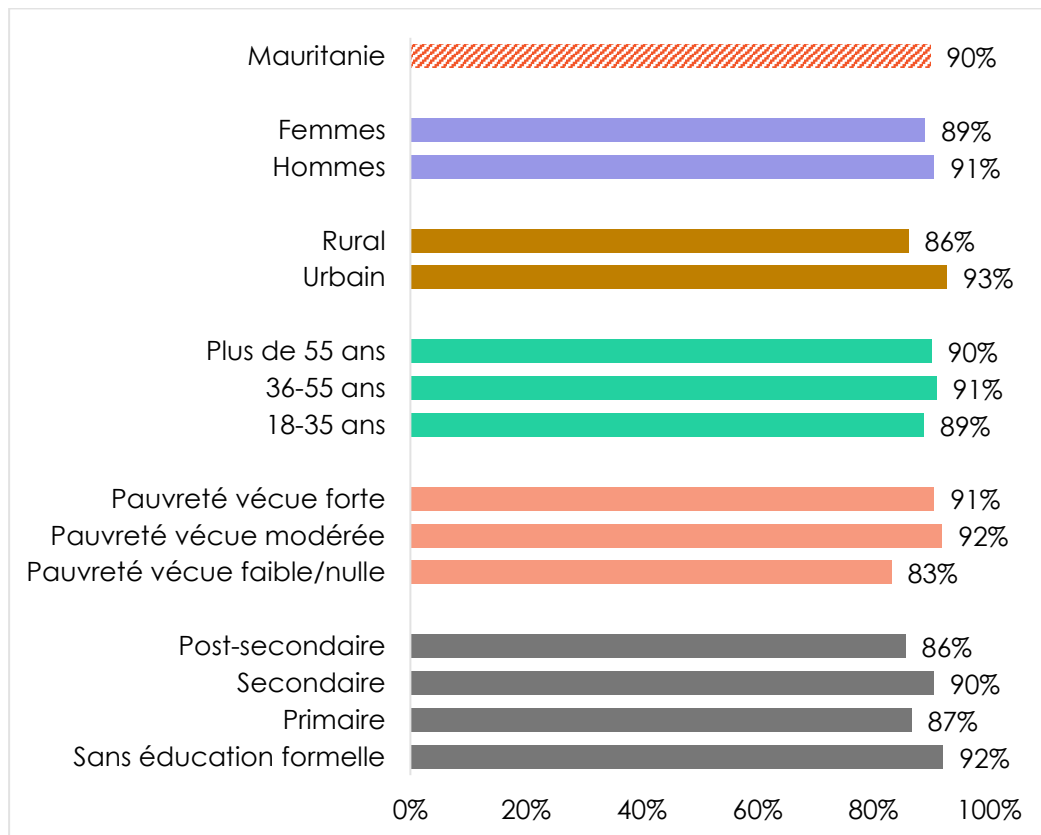
¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 1 : Ampleur de la pollution | Mauritanie | 2022



Question posée aux répondants : Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ?

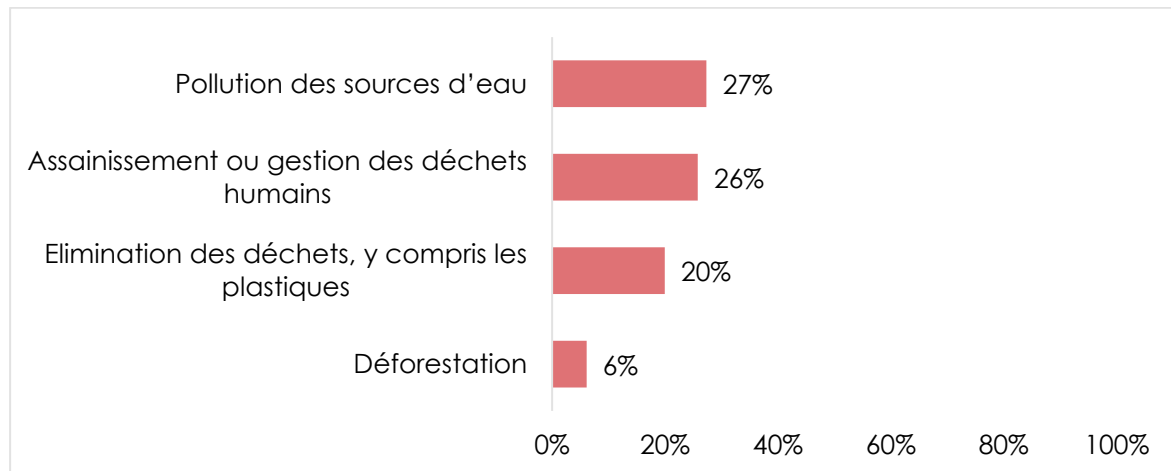
Figure 2 : La pollution est un problème grave de la communauté | par groupe démographique | Mauritanie | 2022



Question posée aux répondants : Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ? (% qui disent « un peu grave » ou « très grave »)

En termes de problèmes environnementaux, la pollution des sources d'eau est identifiée comme le plus important par 27% des répondants, suivie de près par l'assainissement (26%) et l'élimination des déchets, y compris les plastiques (20%). La déforestation est citée par seulement 6% des Mauritaniens (Figure 3).

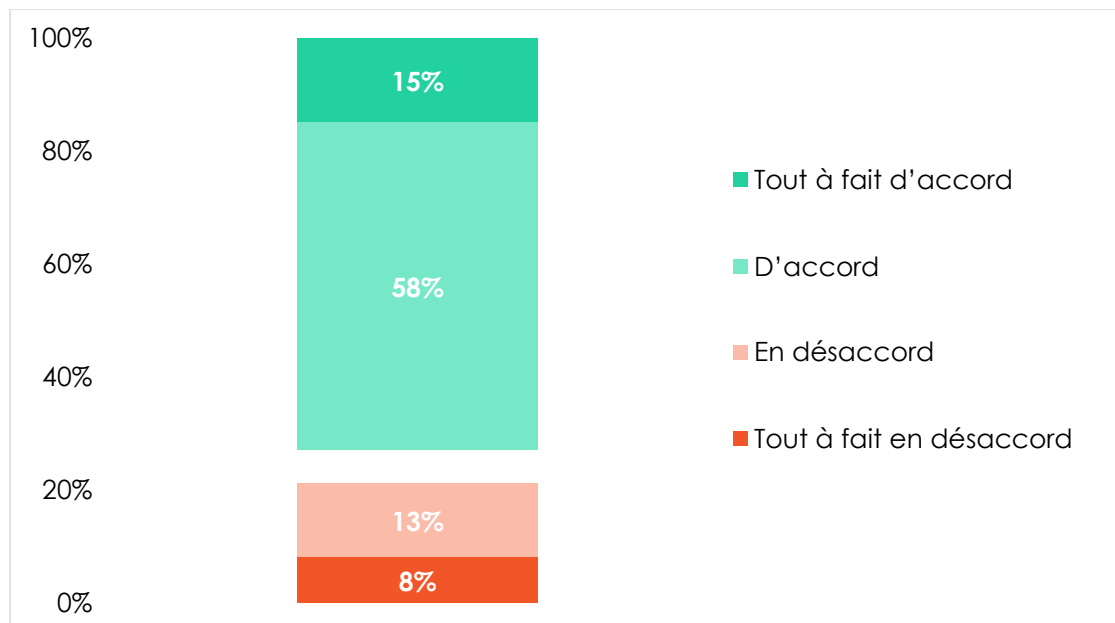
Figure 3 : Problème environnemental le plus important dans la communauté
 | Mauritanie | 2022



Question posée aux répondants : Lequel des éléments suivants est le problème environnemental le plus important dans votre communauté aujourd'hui ?

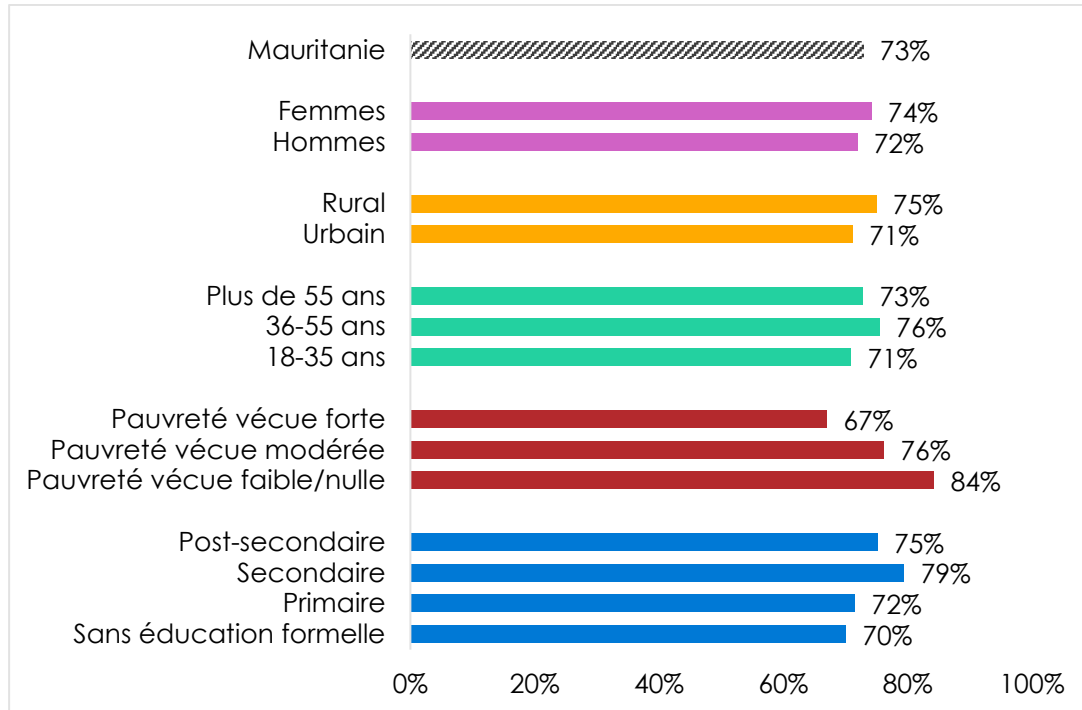
En plus, environ trois quarts (73%) des répondants pensent que les sacs plastiques sont une source majeure de pollution en Mauritanie (Figure 4). Les mieux nantis (84%) et les plus instruits (75%-79%) sont plus nombreux à considérer les sacs plastiques comme une cause importante de pollution que leurs homologues respectifs (Figure 5).

Figure 4 : Les sacs plastiques sont-ils une source majeure de pollution dans ce pays ?
 | Mauritanie | 2022



Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays ?

Figure 5 : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays
 | par groupe démographique | Mauritanie | 2022

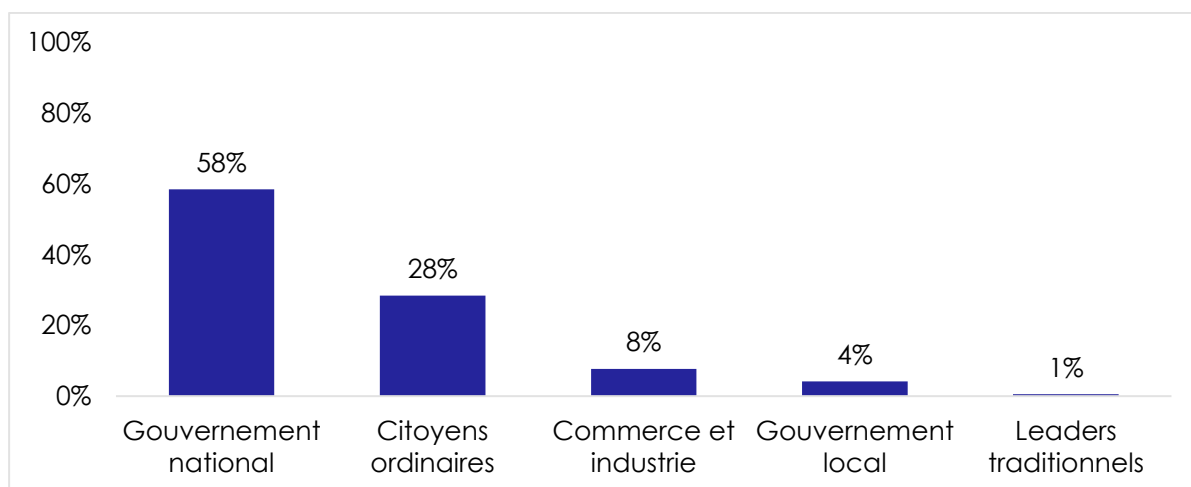


Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Gouvernance environnementale

La majorité (58%) des répondants estiment que le gouvernement national porte la principale responsabilité de la protection de l'environnement. Trois sur 10 (28%) pensent que les citoyens ordinaires doivent prendre les devants (Figure 6).

Figure 6 : Qui devrait être responsable de la réduction de la pollution ? | Mauritanie | 2022

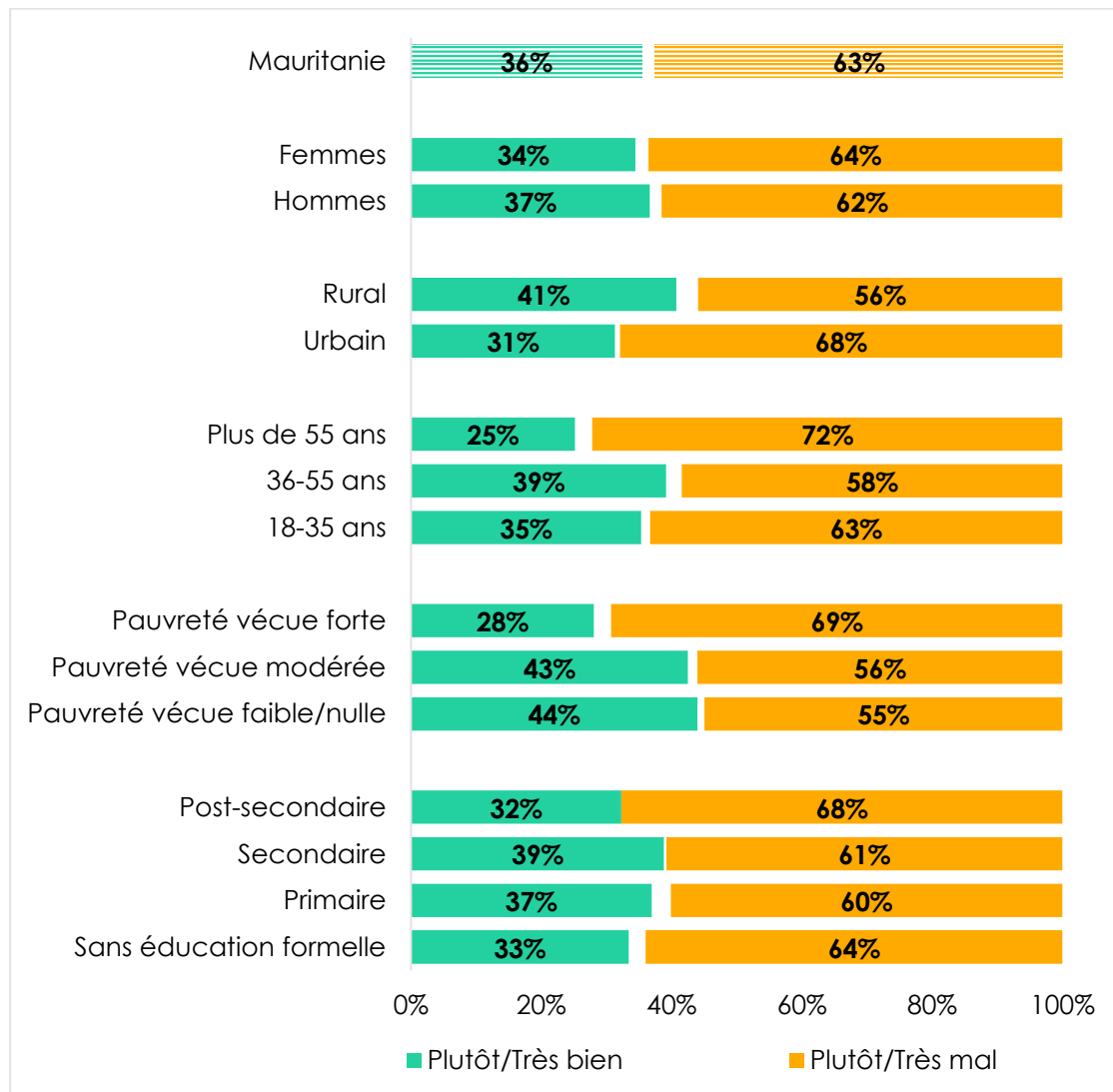


Question posée aux répondants : A votre avis, qui devrait avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder votre communauté propre ?

La grande partie (63%) des Mauritaniens estiment que le gouvernement n'apporte pas de réponses adéquates à cette question. Seulement 36% se disent satisfaits des performances de leur gouvernement en matière de réduction de la pollution et de protection de l'environnement (Figure 7).

Les plus âgés (25% des plus de 55 ans), les démunis (28%) et les citadins (31%) sont moins enclins à approuver les performances du gouvernement dans la réduction de la pollution et de préservation de l'environnement que les moins âgés (35%-39%), les nantis (43%-44%) et les résidents des villages (41%).

Figure 7 : Performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement | par groupe démographique | Mauritanie | 2022

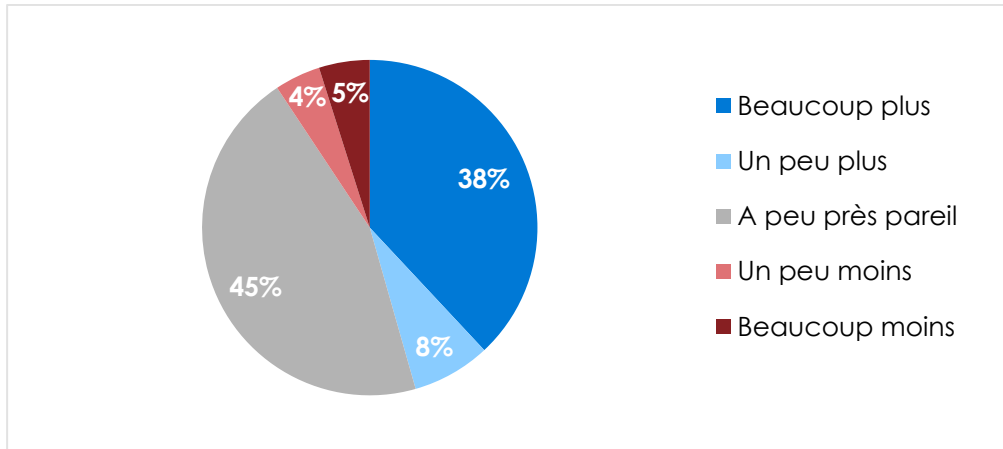


Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la pollution et la protection de l'environnement ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Cependant, seulement 46% des répondants estiment que le gouvernement devrait faire « beaucoup plus » (38%) ou « un peu plus » (8%) que ce qu'il fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement, pendant que la même proportion (45%) de répondants disent qu'il devrait maintenir la même quantité d'efforts (Figure 8).

Figure 8 : Le gouvernement devrait-il faire davantage pour limiter la pollution ?

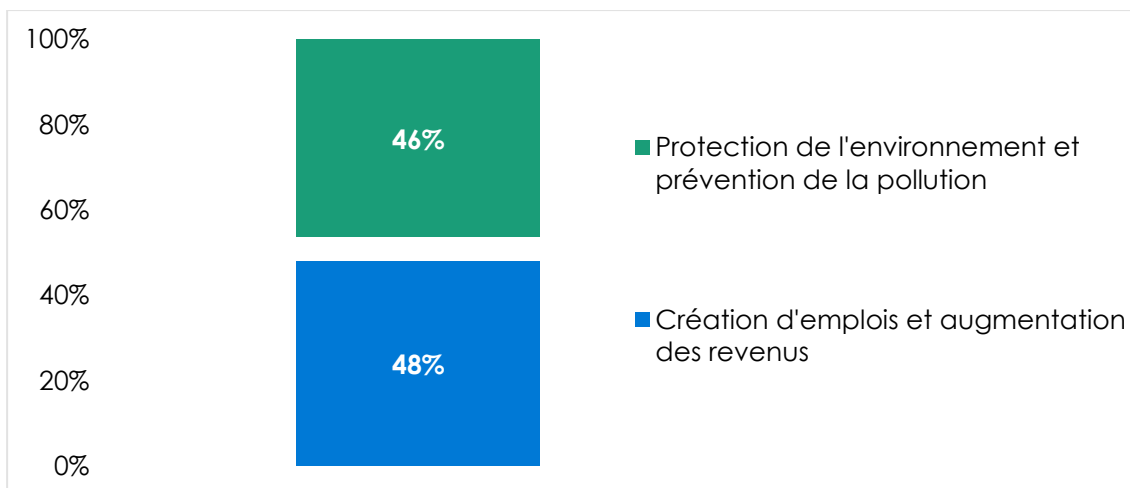
| Mauritanie | 2022



Question posée aux répondants : A votre avis, notre gouvernement devrait-il faire plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement dans ce pays ?

Malgré qu'ils soient conscients de l'ampleur de la pollution dans leur communauté, les Mauritaniens sont indécis sur ce qui doit être la priorité du gouvernement entre la création d'emplois et de revenus et la protection de l'environnement. Environ la moitié (48%) des citoyens accordent la priorité à la création d'emplois et des revenus aux dépens de l'environnement. A peu près la même proportion (46%) de personnes estiment que le gouvernement devrait se concentrer sur la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou d'autres perturbations dans leur vie quotidienne (Figure 9).

Figure 9 : Création d'emplois et protection de l'environnement | Mauritanie | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.

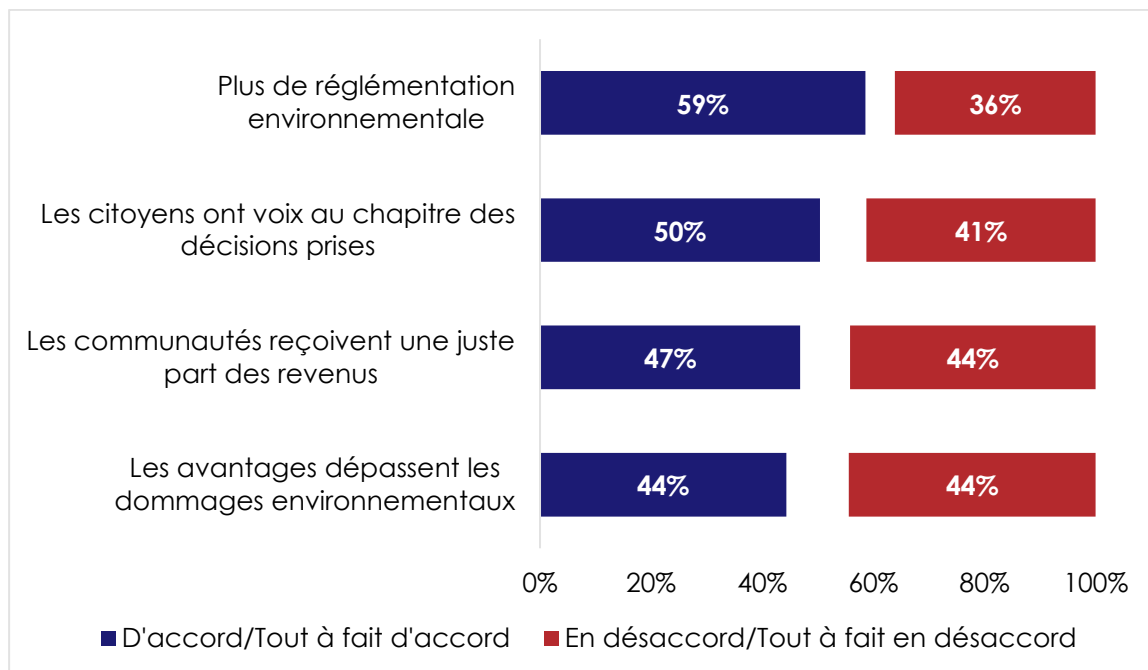
Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Extraction des ressources naturelles

Les opinions des répondants sur divers aspects de l'exploitation des ressources naturelles du pays révèlent des perceptions mitigées. Environ la moitié des Mauritaniens affirment que les citoyens ont voix au chapitre des décisions prises (50%) et que les communautés reçoivent une juste part des revenus (47%). Les avis sont également divisés sur la question à savoir si les avantages économiques surpassent les dommages environnementaux (44% « en accord » contre 44% « en désaccord »). Mais ils sont une majorité (59%) à être pour davantage de réglementation environnementale dans ce domaine afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement (Figure 10).

Figure 10 : Extraction des ressources naturelles : Réglementations, coûts et avantages
 | Mauritanie | 2022



Questions posées aux répondants : L'extraction de ressources naturelles, comme l'exploitation minière, le forage pétrolier ou la récolte de bois, peut avoir des avantages, tels que la création d'emplois et la génération de revenus. Mais cela peut aussi poser des problèmes aux communautés voisines, comme la pollution ou la déforestation. Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :

- En général, les avantages des activités d'extraction de ressources pour les communautés locales, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les coûts, tels que la pollution ?
- Dans ce pays, l'extraction des ressources naturelles devrait être réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement ?
- Les Mauritaniens ordinaires ont actuellement voix au chapitre dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés ?
- Les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés ?

Conclusion

Les Mauritaniens sont conscients de la gravité de la pollution dans leur communauté, et ils identifient les sachets plastiques comme étant une source majeure de ce problème. Ils indexent le gouvernement comme premier responsable de la protection environnementale et se disent insatisfaits de son efficacité sur ce plan.

La position des Mauritaniens face au dilemme de la création de richesse économique et de protection de l'environnement laisse entrevoir que ces deux priorités s'équivalent pour les citoyens.

Concernant les activités extractives qui ont lieu dans leur pays, les Mauritaniens sont pour un renforcement de la réglementation afin de limiter les impacts négatifs sur l'environnement.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

Coalition pour des Accords de Pêche Equitables. (2021). Au Sénégal et en Mauritanie, l'impact de l'exploitation du pétrole sur la pêche inquiète. 31 août.

Institut International du Développement Durable. (2017). Evaluation du cadre directif pour l'exploitation minière.

Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. (2017). Stratégie nationale de l'environnement et du développement durable et son plan d'action.

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. (2019). 2ème rapport national sur le développement durable en République Islamique de Mauritanie.

Programme des Nations Unies pour le Développement. (2023). Les défis de la gestion des déchets solides en Mauritanie : Nouvelles données pour une planification efficace.

Abdoul Aziz Sy est un comptable. Email : syaziz048@gmail.com.

Fatimetou Bahi est ingénieure statisticienne économiste et assistante d'enseignement au Groupe Polytechnique de Nouakchott. Email : fatibahi26@gmail.com.

Mariem Mahfoudh Ahmed est analyste statisticienne à l'Institut Supérieur des Métiers de la Statistique du Groupe Polytechnique de Nouakchott. Email : 20237@isms.esp.mr.

Sidi Mohamed Vall Ch'Baraga est étudiant en master de statistique et sciences des données à l'Université de Nouakchott. Email : sidichberague1998s@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement via le Projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons aident Afrobarometer à donner la parole aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 845 d'Afrobarometer | 4 septembre 2024